



Liminaire CDAS 24 septembre 2020

Après des années de politique ultra libérale, largement amplifiées par Macron et ses sbires, ils en appellent à la solidarité nationale et comptent bien une nouvelle fois faire payer la crise aux salarié.e.s, aux retraité.e.s, aux privé.e.s d'emploi et précaires et aux jeunes. Le gouvernement, aux ordres du grand patronat et de la finance ne tire pas les conséquences de la crise sanitaire.

Il veut, au contraire, une stratégie de choc, et utiliser cette crise sanitaire pour continuer et accélérer la destruction de nos conquies sociaux. Pour Macron, son gouvernement et sa majorité de godillots l'équation est simple : des milliards pour les entreprises sans aucune contrepartie, ni contrôle, des miettes pour celles et ceux qui produisent les richesses.

Suite à la gestion désastreuse du gouvernement, la CORONAVIRUS-COVID19, s'est propagée rapidement au sein de la population, et a conduit au confinement de millions de personnes, parfois dans des conditions dramatiques. Malheureusement, au sein de nos ministères, la gestion de la crise n'a pas été meilleure. Sous prétexte du maintien de l'activité de nos services, les ministres ont envoyé des dizaines de milliers de collègues dans les services, sans fournir de mesures de protection adéquates. D'autres, pour assurer le plan de continuité de l'activité des ministères financiers, ont télétravaillé tout en gérant les cours de leurs enfants. Désormais, la priorité semble être le retour en présentiel, malgré le danger sanitaire potentiel. La seconde vague est là. Et aucune leçon de la première n'a été tirée !

En ce qui concerne l'action sociale, il ne faudrait pas que la crise sanitaire serve au secrétariat général de prétexte à la fermeture de nombreux restaurants finances, la suppression de centres de vacances ; l'amputation d'une partie du CAL.

La période a en effet démontré toute l'importance de l'action sociale dans notre ministère.

L'absence de restauration collective s'est d'ailleurs fait sentir durant cette période rendant les conditions de travail des collègues d'autant plus difficiles. C'est avec plaisir que les collègues ont retrouvé l'accès à une restauration collective. Cependant cette reprise ne se fait pas sans difficultés.

Nous demandons dès à présent une politique claire de l'administration visant à soutenir les restaurants administratifs et favoriser leur accès dans le respect des mesures barrières.

Nous demandons dès à présent, les chiffres concernant le nombre de repas servis depuis le mois de septembre.

La Fédération des Finances CGT demande l'ouverture de négociations. La Fédération des Finances CGT demande la sanctuarisation, et l'augmentation des budgets «sociaux». La crise sanitaire et sociale que nous sommes en train de traverser exige des moyens exceptionnels supplémentaires en termes d'aide et d'accompagnement de nos collègues ; l'action sociale doit y prendre sa part et toute sa place